

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ
ET DU NUMÉRIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

INCLUANT DES RÉPONSES DU MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU
NUMÉRIQUE À CERTAINES DEMANDES ADRESSÉES AU SECRÉTARIAT DU
CONSEIL DU TRÉSOR

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par l’opposition officielle

Liste des demandes

# demande	Nom de la demande
1RP01	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes abolis alors que l’employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l’abolition du poste.
1RP02	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes mutés alors que l’employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.
1RP03	Toute somme dépensée et action réalisée en 2021-2022 dans le cadre de la « Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023 »
1RP04	Toute somme dépensée et action réalisée en 2021-2022 dans le cadre de la politique gouvernementale de cybersécurité.
1RP05	Concernant le centre d’expertise en infonuagique. a) Toute somme dépensée et actions réalisée en 2021-2022 b) Sommes investies afin d’avoir recours à des ressources externes en matière de technologie de l’information, d’infonuagique et de sécurité des données. c) Coût horaire moyen des ressources externes. d) Toute note, étude ou analyse concernant le regroupement des Centres de traitement informatique notamment l’étude comparative des coûts pour faire appel à l’infonuagique privée vs développer le service à l’interne au gouvernement e) Liste des sommes allouées et des contrats octroyés dans le cadre de l’hébergement des données gouvernementales dans des serveurs privés. Fournir la liste des récipiendaires de sommes et de contrats en spécifiant le nom de l’entreprise et l’endroit de son siège social.
1RP06	Pour chaque programme visant à soutenir directement ou indirectement la transformation numérique et la cybersécurité a) La liste des projets subventionnés b) Le nombre d’ETC affectés à chacun des programmes ainsi que la masse salariale c) La liste des bénéficiaires pour chacun des programmes en incluant le nom de l’organisme ou de l’entreprise d) Montant ou crédit accordé e) Date de l’octroi de l’aide du programme
1RP07	Concernant l’annonce du 5 mai 2021 au sujet de la gouvernance et de la gestion des ressources informationnelles, fournir : a) Le détail des actions posées b) État d’avancement c) Études, analyses, travaux, recherches et avis au sujet de la gouvernance et de la gestion des ressources informationnelles d) Sommes dépensées en 2021-2022 (et prévisions pour 2022-2023)
1RP08	Concernant l’annonce du 25 mai 2021 au sujet d’une entente de collaboration en matière de cybersécurité avec le Centre de la sécurité des télécommunications du Canada, fournir : a) Sommes dépensées en 2021-2022 (et prévisions pour 2022-2023). b) Liste des rencontres tenues avec le gouvernement fédéral dans le cadre de cette entente, incluant la date des rencontres, les personnes présentes, les dépenses encourues et les sujets abordés.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

# demande	Nom de la demande
	c) Pour 2021-2022, le nombre de menaces, risques ou dangers ayant été contrés.
1RP09	Concernant l'annonce du 1^{er} octobre 2021 au sujet du déploiement d'une plateforme gouvernementale de signalement de vulnérabilité. a) Sommes dépensées en 2021-2022 (et prévisions pour 2022-2023) b) Pour 2021-2022, le nombre de signalements — détaillé par type reçu par cet outil c) Études, analyses, travaux, recherches et avis sur l'efficacité de cette plateforme d) Le nombre d'ETC affecté à cette plateforme
1RP10	Concernant la faille de sécurité de décembre 2021. a) Le nombre de sites et services Internet fermés b) Le nombre de jours moyens de fermeture c) Coûts associés à la fermeture de sites et services Internet d) Coûts associés à la vérification, analyse et remise en marche des systèmes e) Le nombre de sites et services Internet encore fermés à ce jour f) Le nombre de Québécois compromis par une fuite de donnée dû à cette faille
1RP11	Sommes dépensées en 2021-2022 (et prévisions pour 2022-2023) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou d'Infrastructure Technologique Québec).
1RP12	Pour l'exercice 2021-2022, la valeur des actifs liés aux projets informatiques qui ont été radiés du bilan de chacun des ministères et organismes.
1RP13	Toute somme en lien avec des travaux, études, analyses et recherches, réalisés sur l'utilisation de logiciels libres. Le cas échéant, fournir la date de commande et de production.
1RP14	Toute somme en lien avec des travaux, études, analyses et recherches, réalisés sur l'informatique en 2021-2022. Spécifier lorsque ceux-ci ont été faits à l'interne, et le cas échéant fournir le nombre d'ETC nécessaire et la période pour l'accomplissement de ceux-ci. Si fait à l'externe, fournir les détails du contrat.
1RP15	Nom et salaire de chacun des dirigeants de l'information et des dirigeants sectoriels de l'information en indiquant la date d'entrée en fonction et le nom de l'organisme ou du ministère qu'ils relèvent.
1RP16	Coûts associés à la production des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établies en 2021-2022. En fournir la liste et la date de parution.
1RP17	Liste des projets en ressources informationnelles autorisés en 2021-2022 par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 15 de la loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
1RP18	Liste des organismes ayant soumis en 2021-2022 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

# demande	Nom de la demande
1RP19	Concernant le tableau de bord du Conseil du Trésor portant sur les projets informatiques pour l'ensemble du gouvernement du Québec et du réseau de la Santé et de l'Éducation, fournir les données annuelles portant sur : a) Liste des projets non inscrits dans le Tableau de bord ; b) Liste des projets qui font l'objet d'une division ou de séparation en sous-projet en spécifiant la valeur globale du projet ; c) Coût relatif à la mise en œuvre du Tableau de bord et coût annuel pour la mise à jour.
1RP20	Liste de tous les projets en ressources informationnelles désignés d'intérêt gouvernemental par le Conseil du Trésor. En faire la liste et les sommes investies pour chacun d'entre eux en 2021-2022.
1RP21	Dans le cadre du télétravail obligatoire pour les fonctionnaires à cause de la pandémie de COVID-19, fournir le nombre de ruptures de service ou de pannes dues à des problèmes ou attaques informatiques au sein des ministères, organismes et entreprises du gouvernement. Fournir les coûts associés à la réparation des services ainsi que le temps que ceux-ci ont pris pour redevenir fonctionnels.
1RP22	Coûts engendrés par les attaques informatiques externes auprès des différents ministères, organismes et entreprises du gouvernement. En faire la liste avec la date pour chacune des attaques. Aussi fournir les sommes allouées à des fins de prévention et de mise à niveau de la sécurité des différents systèmes informatiques.
1RP23	Liste des sommes allouées et des contrats dans le cadre de la mise sur pied de l'identité numérique pour les Québécois en fournissant le nom de l'entreprise récipiendaire des sommes ou du contrat ainsi que la valeur de ceux-ci.
1RP24	Nombre de nouveaux ETC relié à l'informatique à Infrastructure technologique Québec (ITQ) par catégorie (105 et 108).
1RP25	Liste de projets informatiques en cours à l'ITQ par projet en détaillant les phases passées et à venir : a) Spécifier les coûts engagés et à venir pour chacun des projets ainsi que les projets ayant un retard.
1RP26	Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du ministère de la Cybersécurité depuis sa création en ventilant par année et par type de services.
1RP27	Sommes investies et état d'avancement du projet de regroupement des Centres de traitement informatique (CTI).
1RP28	Toute correspondance entre le ministère et/ou le cabinet du ministre avec l'Union des municipalités du Québec, la Fédération québécoise des municipalités ou toute ville ou municipalité au sujet de la protection des systèmes informatiques des villes contre le piratage informatique.
1RP29	Estimation des coûts pour l'implantation et la gestion du guichet unique d'accès aux services de garde éducatifs à l'enfance.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

Liste des demandes

# demande	Nom de la demande
1RP36_SCT	Toute somme en lien avec des travaux, études, analyses et recherches, réalisés pour et par le Conseil du trésor concernant l'utilisation du logiciel libre, ainsi que leur date de commande et de production.
1RP37_SCT	Toute somme en lien avec des travaux, études, analyses et recherches, réalisés pour et par le Conseil du trésor sur l'informatique en 2021-2022. Spécifier lorsque ceux-ci ont été fait à l'interne et le cas échéant fournir le nombre d'ETC nécessaire et la période pour l'accomplissement de ceux-ci. Si fait à l'externe, fournir les détails du contrat.
1RP38_SCT	Nom et salaire de chacun des dirigeants de l'information et des dirigeants sectoriels de l'information en indiquant la date d'entrée en fonction et le nom de l'organisme ou du ministère qu'ils relèvent.
1RP39_SCT	Coûts associés à des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établies en 2021-2022. En fournir la liste et la date de parution.
1RP40_SCT	Liste des projets en ressources informationnelles autorisés en 2021-2022 par le Conseil du trésor en vertu de l'article 15 de la loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
1RP41_SCT	Liste des organismes ayant soumis en 2021-2022 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
1RP42_SCT	Concernant le tableau de bord du Conseil du trésor portant sur les projets informatiques pour l'ensemble du gouvernement du Québec et du réseau de la Santé et de l'Éducation, fournir les données annuelles portant sur : a) liste des projets non inscrits dans le Tableau de bord; b) liste des projets qui font l'objet d'une division ou de séparation en sous-projet en spécifiant la valeur globale du projet; c) coût relatif à la mise en œuvre du Tableau de bord et coût annuel pour la mise à jour.
1RP43_SCT	Total des dépenses en ressources informationnelles des ministères et organismes en 2021-2022, en spécifiant : a) les dépenses, à l'interne et à l'externe, passées dans les dépenses de fonctionnement; b) les dépenses, à l'interne et à l'externe, qui ont été capitalisées. c) Ventilation par année et par ministère et organismes.
1RP53_SCT	Liste de tous les projets en ressources informationnelles désignés d'intérêt gouvernemental par le Conseil du trésor. En faire la liste et les sommes investies pour chacun d'entre eux en 2021-2022.
1RP57_SCT	Dans le cadre du télétravail obligatoire pour les fonctionnaires à cause de la pandémie de COVID-19, fournir le nombre de ruptures de service ou de pannes, dues à des problèmes ou attaques informatiques au sein des ministères, organismes et entreprises du gouvernement. Fournir les coûts associés à la réparation des services ainsi que le temps que celles-ci ont pris pour redevenir fonctionnelle.
1RP58_SCT	Coûts engendrés par les attaques informatiques externes auprès des différents ministères, organismes et entreprises du gouvernement. En faire la liste avec la date pour chacune des attaques. Aussi fournir les sommes

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

# demande	Nom de la demande
	allouées à des fins de prévention et de mise à niveau de la sécurité des différents systèmes informatiques.
1RP59_SCT	Liste des sommes allouées et des contrats dans le cadre de la mise sur pied de l'identité numérique pour les Québécois en fournissant le nom de l'entreprise récipiendaire des sommes ou du contrat ainsi que la valeur de ceux-ci.
1RP60_SCT	Liste des sommes allouées et des contrats octroyés dans le cadre de l'hébergement des données gouvernementales dans des serveurs privés. Fournir la liste des récipiendaires de sommes et de contrats en spécifiant le nom de l'entreprise et l'endroit de son siège social.
1RP62_SCT	Nombre de nouveaux ETC relié à l'informatique à Infrastructure technologique Québec (ITQ) par catégorie (105 et 108).
1RP65_SCT	Liste de projets informatiques en cours à l'ITQ par projet en détaillant les phases passées et à venir : a) spécifier les coûts engagés et à venir pour chacun des projets ainsi que les projets ayant un retard."
1RP68_SCT	Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisition gouvernemental (CAG) et de l'ITQ depuis sa création en ventilant par année et par type de services.
1RP69_SCT	Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours au service de virtualisation de postes de développement et coût mensuel pour le service.
1RP70_SCT	État d'avancement du projet de Réseau gouvernemental de télécommunication (RGT) ainsi que toutes les sommes investies pour son implantation en 2021-2022.
1RP71_SCT	Toute note, étude ou analyse concernant le regroupement des Centres de traitement informatique notamment l'étude comparative des coûts pour faire appel à l'infonuagique privée vs développer le service à l'interne au gouvernement.
1RP72_SCT	Sommes investies et état d'avancement du projet de regroupement des Centres de traitement informatique (CTI).
1RP74_SCT	Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoit rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.
1RP76_SCT	Pour les trois dernières années, les valeurs et nombres de contrats octroyés par le CAG et l'ITQ. Ventiler par type de fournisseurs et par mode d'octroi (appel d'offres public, appel d'offres sur invitation, et gré à gré).
1RP105_SCT	Toute somme dépensée et action réalisée en 2021-2022 dans le cadre de la « Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023 ».

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

1RP-01

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste.

RÉPONSE

Aucun poste aboli en 2021-2022 alors que l'employé était sous le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP).

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers de l’opposition officielle

QUESTION

1RP-02

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes mutés alors que l’employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.

RÉPONSE

Un poste a été transféré¹ alors que l’employé était sous le régime du RQAP. Ce poste était situé dans la région de la Capitale-Nationale et était inclus dans le transfert des activités de dotation gouvernementale au Secrétariat du Conseil du trésor.

¹ La notion de « poste muté » n’existe pas dans la Fonction publique québécoise.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION Toute somme dépensée et action réalisée en 2021-2022 dans le cadre de la « Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023 »

1RP-03

RÉPONSE

Les sommes dépensées en 2021-2022 dans le cadre de la « Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023 » s'élèvent à 15 175 033\$¹ et découlent des actions suivantes :

- Projets du ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN)
 - Plateforme gouvernementale de notifications
 - Plateforme gouvernementale de consultations publiques
 - Plateforme de développement moderne
 - Programme - Échanges entre concepteurs (Projet 1 - Développe avec nous)
 - Outils de rétroaction
 - Dossier numérique de l'employé
 - Plateforme de gestion des API (Application Programming Interface)
 - Évaluation des facteurs relatifs à la vie privée
 - Données Québec
 - Consolidation des centres de traitement informatique
- Projet d'un organisme public
 - Accélérer la transformation numérique du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
- Subvention
 - Université Laval - Académie de la transformation numérique

À ces actions s'ajoutent les activités récurrentes du MCN en lien avec le Centre québécois d'excellence numérique, une entité consacrée exclusivement à la transformation numérique gouvernementale, avec une mission claire, soit accélérer et faciliter la transformation numérique en favorisant le partage et la collaboration au profit de la communauté gouvernementale.

¹ Les sommes dépensées relatives aux projets du MCN, au projet de l'organisme public et à la subvention couvrent la période du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022 tandis que les activités récurrentes du MCN couvrent plutôt la période du 1^{er} avril au 28 février 2022.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION Toute somme dépensée et action réalisée en 2021-2022 dans le cadre de la politique gouvernementale de cybersécurité

1RP-04

RÉPONSE

Les sommes dépensées du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022 dans le cadre de la Politique gouvernementale de cybersécurité s'élèvent à 4 796 995 \$ et comprennent principalement les actions suivantes :

- cellules d'expertise spécialisées en cybersécurité;
- formation en cybersécurité;
- mise en œuvre du comité gouvernemental de gestion de crise de sécurité de l'information;
- tests d'intrusion sur applications mobiles;
- solution infonuagique de balayage des vulnérabilités;
- abonnement à la solution de détection des vulnérabilités;
- abonnement à un moteur de recherche des vulnérabilités;
- réalisation de campagnes de simulation à l'hameçonnage.

À ces actions s'ajoutent les activités récurrentes des équipes responsables de la cybersécurité au ministère de la Cybersécurité et du Numérique qui visent à prévenir et à contrer les risques auxquels les organismes publics sont exposés en matière de cybersécurité.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

1RP-05

- Concernant le centre d'expertise en infonuagique.
- a) Toute somme dépensée et actions réalisée en 2021-2022
 - b) Sommes investies afin d'avoir recours à des ressources externes en matière de technologie de l'information, d'infonuagique et de sécurité des données.
 - c) Coût horaire moyen des ressources externes.
 - d) Toute note, étude ou analyse concernant le regroupement des Centres de traitement informatique notamment l'étude comparative des coûts pour faire appel à l'infonuagique privée vs développer le service à l'interne au gouvernement
 - e) Liste des sommes allouées et des contrats octroyés dans le cadre de l'hébergement des données gouvernementales dans des serveurs privés. Fournir la liste des bénéficiaires de sommes et de contrats en spécifiant le nom de l'entreprise et l'endroit de son siège social.

RÉPONSE

- A) Coûts totaux pour les actions du centre d'expertise en infonuagique (CEI) du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022 : 1 188 019,10 \$
- B) Les ressources externes ont engendré des coûts de 638 900,28 \$ du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.
- C) Coût horaire moyen des prestataires de services :100,40 \$ / heure (moyenne pondérée).
- D) Pour la période concernée, aucune nouvelle note, étude ou analyse concernant le regroupement des centres de traitement informatique n'a été effectuée.
- E) Le CEI n'octroie aucun contrat d'hébergement infonuagique pour les données gouvernementales.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

1RP-06

Pour chaque programme visant à soutenir directement ou indirectement la transformation numérique et la cybersécurité

- a) La liste des projets subventionnés
 - b) Le nombre d'ETC affectés à chacun des programmes ainsi que la masse salariale
 - c) La liste des bénéficiaires pour chacun des programmes en incluant le nom de l'organisme ou de l'entreprise
 - d) Montant ou crédit accordé
 - e) Date de l'octroi de l'aide du programme
-

RÉPONSE

Le ministère de la Cybersécurité et du Numérique ne dispose d'aucun programme normatif pour la transformation numérique et la cybersécurité.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

1RP-07

Concernant l'annonce du 5 mai 2021 au sujet de la gouvernance et de la gestion des ressources informationnelles, fournir :

- a) Le détail des actions posées
- b) État d'avancement
- c) Études, analyses, travaux, recherches et avis au sujet de la gouvernance et de la gestion des ressources informationnelles
- d) Sommes dépensées en 2021-2022 (et prévisions pour 2022-2023)

RÉPONSE

La Loi modifiant la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement et d'autres dispositions législatives a été présentée à l'Assemblée nationale le 5 mai 2021 et sanctionnée le 10 juin 2021.

Les étapes de cheminement sont disponibles sur le site Internet de l'Assemblée nationale à <http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-95-42-1.html>.

Depuis le 6 avril 2022, le projet de Règlement sur les modalités et conditions d'application des articles 12.2 à 12.4 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement est publié à la *Gazette officielle du Québec* pour une période de 45 jours.

Aucune étude, analyse, travaux, recherches et avis au sujet de la gouvernance et de la gestion des ressources informationnelles n'ont été produits pour l'année financière 2021-2022 au sujet du projet de cette loi et de sa mise en œuvre.

Les modifications législatives découlant de la Loi de même que leur mise en œuvre n'ont nécessité l'ajout d'aucun financement additionnel pour l'exercice financier 2021-2022. Il en sera de même pour l'exercice financier 2022-2023.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers de l’opposition officielle

QUESTION

1RP-08

Concernant l’annonce du 25 mai 2021 au sujet d’une entente de collaboration en matière de cybersécurité avec le Centre de la sécurité des télécommunications du Canada, fournir :

a) Sommes dépensées en 2021-2022 (et prévisions pour 2022-2023).

b) Liste des rencontres tenues avec le gouvernement fédéral dans le cadre de cette entente, incluant la date des rencontres, les personnes présentes, les dépenses encourues et les sujets abordés.

c) Pour 2021-2022, le nombre de menaces, risques ou dangers ayant été contrés.

RÉPONSE

- a) Il n’y a eu aucune somme dépensée en 2021-2022 et aucune somme n’est prévue pour l’exercice financier 2022-2023.
- b)

Date	Participants	Sujet	Coût
2021-07-28 (rencontre virtuelle)	Pour le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) - M^{me} Christiane Langlois M. Gérald Nadeau M. Steve Gauthier M. Francis Provencher, Pour le Centre canadien pour la cybersécurité (CCC) - M^{me} Lindsay McDonald - M^{me} Sylvie Godin	Rencontre de démarrage	0 \$
2022-02-18 (rencontre virtuelle)	Pour le MCN M. Steve Waterhouse - M^{me} Christiane Langlois M. Dave Roussy Pour le CCC M. Sami Khoury M. Rajuv Gutpa	Présentation de l’offre de service du Centre de la sécurité des télécommunications (CST) du Canada auprès des provinces.	0 \$

- Des rencontres virtuelles techniques sont également tenues de façon mensuelle
- Sujets traités à ce jour :
- o la gestion de l’identité et la cybersécurité;
 - o les mécanismes de cyberdéfense techniques;
 - o le rôle des différents ministères du gouvernement du Canada en matière de cybersécurité;
 - o l’infonuagique.
- Des rencontres bi-hebdomadaires ont également lieu avec d’autres représentants du Canada concernant les principales menaces en cours en lien avec la revue de l’actualité.
- En vertu de l’entente de collaboration avec le CST, des rencontres virtuelles sont également tenues mensuellement afin d’en connaître davantage sur les services offerts par le CCC.

Il n'y a eu aucune dépense encourue pour la tenue de ces rencontres virtuelles.

- c) Suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Concernant l'annonce du 1^{er} octobre 2021 au sujet du déploiement d'une plateforme gouvernementale de signalement de vulnérabilité.

1RP-09

- a) Sommes dépensées en 2021-2022 (et prévisions pour 2022-2023)
 - b) Pour 2021-2022, le nombre de signalements — détaillé par type reçu par cet outil
 - c) Études, analyses, travaux, recherches et avis sur l'efficacité de cette plateforme
 - d) Le nombre d'ETC affecté à cette plateforme
-

RÉPONSE

- a) Pour la période du 1^{er} octobre 2021 (lancement de la plateforme) jusqu'au 28 février 2022 : 500 \$

La somme prévue pour l'exercice 2022-2023 est estimée à 1 200 \$.

- b) Suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

- c) Aucune étude ou recherche n'a été effectuée.

- d) 5 employés ont participé au développement de la Plateforme.

Depuis sa mise en œuvre, un employé à temps complet est responsable.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION	Concernant la faille de sécurité de décembre 2021.
1RP-10	a) Le nombre de sites et services Internet fermés b) Le nombre de jours moyens de fermeture c) Coûts associés à la fermeture de sites et services Internet d) Coûts associés à la vérification, analyse et remise en marche des systèmes e) Le nombre de sites et services Internet encore fermés à ce jour f) Le nombre de Québécois compromis par une fuite de donnée dû à cette faille

RÉPONSE

Le 9 décembre 2021, une faille critique a été découverte dans une bibliothèque de journalisation Java du logiciel Apache Log4j. Cette bibliothèque est utilisée dans un grand nombre de projets de développement d'application afin d'offrir des fonctions de journalisation, et dans plusieurs produits provenant du logiciel libre ou des produits commerciaux.

La vulnérabilité dans la bibliothèque a été surnommée « Log4Shell ».

a) Le 15 décembre, lors d'une conférence de presse, le ministre Éric Caire informait la population que 3 992 sites et services gouvernementaux avaient été fermés de façon préventive.

Au 31 mars 2022, c'est plutôt 6 200 systèmes qui ont été fermés de façon préventive.

b) Suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

c) Cette information n'est pas disponible.

d) Cette information n'est pas disponible.

e) Aucun.

f) Aucune compromission des actifs informationnels gouvernementaux ou des données qu'ils contiennent en lien avec la vulnérabilité Log4Shell n'a été détectée.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers de l’opposition officielle

QUESTION

1RP-11

Sommes dépensées en 2021-2022 (et prévisions pour 2022-2023) par le ministère et chacun de ses organismes pour l’informatique et les technologies de l’information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s’il s’agit d’achat de logiciels ou de licences, de matériel, d’entretien ou de services professionnels (interne, externe ou d’Infrastructure Technologique Québec).

RÉPONSE

Sommes partielles dépensées en 2021-2022 (du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022) (en \$)

	Interne	Externe	Forfait	Acquisitions	Autres	Total
Investissements	6 114 811	5 908 222	11 477 379	38 722 531	101 332	62 324 275
Dépenses	7 074 767	11 737 028	356 149	3 046 443	241 812	22 456 199
TOTAL	13 189 578	17 645 250	11 833 528	41 768 974	343 144	84 780 474

Prévisions pour l’année 2022-2023 (selon les données de la PIDRI ajustée) (en k\$)

	Interne	Externe	Forfait	Acquisitions	Autres	Total
Investissements	8 070,8	13 952,8	13 744,6	19 999,9	5 753,1	61 521,2
Dépenses	13 604,7	31 113,4	11 261,2	4 712,8	19 114,9	79 806,9
Dépenses récurrentes	76 339,5	54 893,7	96 184,9	86 297,2	12 951,1	326 666,5
TOTAL	98 015,0	99 959,9	121 190,7	111 009,9	37 819,1	467 994,6

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

1RP-12

Pour l'exercice 2021-2022, la valeur des actifs liés aux projets informatiques qui ont été radiés du bilan de chacun des ministères et organismes

RÉPONSE

La valeur des actifs liés aux projets informatiques qui ont été radiés du bilan des ministères et organismes n'est pas une donnée collectée par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION
1RP-13

Toute somme en lien avec des travaux, études, analyses et recherches, réalisés sur l'utilisation de logiciels libres. Le cas échéant, fournir la date de commande et de production.

RÉPONSE

Aucune somme n'a été dépensée en lien avec des travaux, études, analyses et recherches concernant l'utilisation du logiciel libre.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION	Toute somme en lien avec des travaux, études, analyses et recherches, réalisés sur l'informatique en 2021-2022. Spécifier lorsque ceux-ci ont été faits à l'interne, et le cas échéant fournir le nombre d'ETC nécessaire et la période pour l'accomplissement de ceux-ci. Si fait à l'externe, fournir les détails du contrat.
-----------------	---

RÉPONSE
Un projet de recherche est en cours avec le Centre de recherche en TI et affaires (CeRTIA) de l'Université Laval. Le montant total prévu pour la réalisation des livrables du projet de recherche pour l'année financière 2021-2022 est de 21 797 \$ et est prévu dans une entente de services qui lie le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et l'Université Laval.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION 1RP-15	Nom et salaire de chacun des dirigeants de l'information et des dirigeants sectoriels de l'information en indiquant la date d'entrée en fonction et le nom de l'organisme ou du ministère qu'ils relèvent.
----------------------------------	--

RÉPONSE

Cette demande semble non pertinente à l'étude des crédits.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

1RP-16

Coûts associés à la production des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établies en 2021-2022. En fournir la liste et la date de parution.

RÉPONSE

Les informations concernant les dépenses et les investissements en matière de ressources informationnelles peuvent être consultées dans le volume 5 du Budget de dépenses 2022-2023 intitulé « [Plan annuel des investissements et dépenses en ressources informationnelles 2022-2023](#) ».

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers de l’opposition officielle

QUESTION

1RP-17

Liste des projets en ressources informationnelles autorisés en 2021-2022 par le Conseil du trésor en vertu de l’article 15 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

RÉPONSE

À la suite de la modification de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement (LGGRI) par la Loi renforçant la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement (2017, chapitre 28), la liste des projets en ressources informationnelles autorisés par le Conseil du trésor est maintenant en vertu de l’article 16.2 de la LGGRI.

La liste ci-dessous présente les projets autorisés par le Conseil du trésor en 2021-2022.

ORGANISME PUBLIC	TITRE DU DOSSIER
Directeur des poursuites criminelles et pénales	Projet « Déploiement des solutions d'affaires - Volet criminel », autorisation de réaliser la phase d'exécution.
Ministère de la Cybersécurité et du Numérique ¹	Projet « SGR3 - Système de dotation en ligne », autorisation de réaliser la phase de planification.
Ministère de la Justice	- Projet « Soutien de l'instance, gestion des salles et mise au rôle », autorisation de réaliser la phase d'exécution. - Projet « Gestion de l'audience numérique », autorisation de réaliser la phase d'exécution. - Projet « Gestion du dossier judiciaire, des registres et du dossier du juge », autorisation de réaliser la phase d'exécution.
Ministère de la Sécurité publique	- Projet « Horizon-Initial », autorisation de réaliser la phase d'exécution. - Projet « Horizon - Logistique », autorisation de réaliser la phase de planification.
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Projet « Enregistrement des clientèles et émission des autorisations », autorisation de réaliser la phase de planification.
Ministère de l'Éducation	- Projet « TNSA1 Ressources financières, matérielles (RF-RM-fondation) », autorisation de réaliser la phase de planification. - Projet « Fondations, élèves HDAA et transition primaire-secondaire », autorisation de réaliser la phase de planification.
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles	Projet « Gestion intégrée des documents », autorisation de réaliser la phase de planification.
Ministère de l'Enseignement supérieur	- Projet « Gestion des programmes d'études », autorisation de réaliser la phase d'exécution. - Projet « Gestion du dossier étudiant », autorisation de réaliser la phase de planification.
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration	Projet « Guichet gouvernemental unifié d'accès aux services de francisation à temps complet », autorisation de réaliser la phase d'exécution.

ORGANISME PUBLIC	TITRE DU DOSSIER
Régie du bâtiment du Québec	Projet « Réingénierie et informatisation du processus de qualification professionnelle des répondants », autorisation de réaliser la phase d'exécution.
Secrétariat du Conseil du trésor	- Projet « Plateforme de développement moderne pour la transformation numérique », autorisation de réaliser la phase de planification². - Projet « Plateforme gouvernementale de gestion des Applications Programming Interface », autorisation de réaliser la phase de planification². - Projet « Système intégré d'information de gestion des investissements et des projets en infrastructures publiques », autorisation de réaliser la phase d'exécution.
Société des établissements de plein air du Québec	- Projet « Nouveau site Web », autorisation de réaliser la phase d'exécution. - Projet « Système intelligent de ventes », autorisation de réaliser la phase de planification. - Projet « Progiciel de gestion intégrée », autorisation de réaliser la phase d'exécution.
Sûreté du Québec	Projet « Système de gestion policière », autorisation de réaliser la phase de planification.

¹.À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1^{er} janvier 2022.

². Ces dossiers ont été transférés au ministère de la Cybersécurité et du Numérique lors de sa création le 1^{er} janvier 2022.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers de l’opposition officielle

QUESTION

1RP-18

Liste des organismes ayant soumis en 2021-2022 une programmation annuelle en vertu de l’article 14 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

RÉPONSE

La liste ci-dessous présente les organismes publics qui ont transmis une programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles au 30 juin 2021 au dirigeant principal de l’information en vertu de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement.

Portefeuille ministériel	Organismes publics
Affaires municipales et Habitation	Commission municipale du Québec Ministère des Affaires municipales et de l’Habitation Régie du bâtiment du Québec Société d’habitation du Québec Tribunal administratif du logement
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Commission de protection du territoire agricole du Québec La Financière agricole du Québec Ministère de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	Autorité des marchés publics Centre d’acquisitions gouvernementales Commission de la fonction publique Infrastructures technologiques Québec Secrétariat du Conseil du trésor Société québécoise des infrastructures
Conseil exécutif	Centre de la francophonie des Amériques Commission d’accès à l’information Ministère du Conseil exécutif
Culture et Communications	Bibliothèque et Archives nationales du Québec Conseil des arts et des lettres du Québec Conservatoire de musique et d’art dramatique du Québec Ministère de la Culture et des Communications Musée d’art contemporain de Montréal Musée de la civilisation Musée national des beaux-arts du Québec Société de développement des entreprises culturelles Société de la Place des Arts de Montréal Société de télédiffusion du Québec Société du Grand Théâtre de Québec
Économie et Innovation	Commission de l’éthique en science et en technologie Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies Fonds de recherche du Québec - Santé Fonds de recherche du Québec - Société et culture Ministère de l’Économie et de l’Innovation

Portefeuille ministériel	Organismes publics
Éducation	Centre de services scolaire au Coeur-des-Vallées Centre de services scolaire de Charlevoix Centre de services scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup Centre de services scolaire de la Baie-James Centre de services scolaire de la Beauce-Etchemin Centre de services scolaire de la Capitale Centre de services scolaire de la Côte-du-Sud Centre de services scolaire de la Jonquière Centre de services scolaire de la Moyenne-Côte-Nord Centre de services scolaire de la Pointe-de-l'Île Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke Centre de services scolaire de la Riveraine Centre de services scolaire de la Rivière-du-Nord Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands Centre de services scolaire de Laval Centre de services scolaire de l'Énergie Centre de services scolaire de l'Estuaire Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois Centre de services scolaire de Montréal Centre de services scolaire de Portneuf Centre de services scolaire de Rouyn-Noranda Centre de services scolaire de Saint-Hyacinthe Centre de services scolaire de Sorel-Tracy Centre de services scolaire des Affluents Centre de services scolaire des Appalaches Centre de services scolaire des Bois-Francs Centre de services scolaire des Chênes Centre de services scolaire des Chic-Chocs Centre de services scolaire des Découvreurs Centre de services scolaire des Draveurs Centre de services scolaire des Grandes-Seigneuries Centre de services scolaire des Hautes-Laurentides Centre de services scolaire des Hautes-Rivières Centre de services scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais Centre de services scolaire des Hauts-Cantons Centre de services scolaire des Îles Centre de services scolaire des Laurentides Centre de services scolaire des Mille-Îles Centre de services scolaire des Monts-et-Marées Centre de services scolaire des Navigateurs Centre de services scolaire des Patriotes Centre de services scolaire des Phares Centre de services scolaire des Portages-de-l'Outaouais Centre de services scolaire des Premières-Seigneuries Centre de services scolaire des Rives-du-Saguenay Centre de services scolaire des Samares Centre de services scolaire des Sommets Centre de services scolaire des Trois-Lacs

Portefeuille ministériel	Organismes publics
	Centre de services scolaire du Chemin-du-Roy Centre de services scolaire du Fer Centre de services scolaire du Fleuve-et-des-Lacs Centre de services scolaire du Lac-Abitibi Centre de services scolaire du Lac-Saint-Jean Centre de services scolaire du Lac-Témiscamingue Centre de services scolaire du Littoral Centre de services scolaire du Pays-des-Bleuets Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs Centre de services scolaire Harricana Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys Centre de services scolaire Marie-Victorin Centre de services scolaire René-Lévesque Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal Commission consultative de l'enseignement privé Commission scolaire Central Québec Commission scolaire Eastern Shores Commission scolaire Eastern Townships Commission scolaire English-Montréal Commission scolaire Kativik Commission scolaire Lester-B.-Pearson Commission scolaire New Frontiers Commission scolaire Riverside Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier Commission scolaire Western Québec Conseil du statut de la femme Conseil supérieur de l'éducation Institut national des mines Ministère de l'Éducation
Énergie et Ressources naturelles	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles Régie de l'énergie Société de développement de la Baie-James Société du Plan Nord
Enseignement supérieur	Cégep André-Laurendeau Cégep Beauce-Appalaches Cégep d'Ahuntsic Cégep de Baie-Comeau Cégep de Bois-de-Boulogne Cégep de Chicoutimi Cégep de Drummondville Cégep de Granby Cégep de Jonquière Cégep de la Gaspésie et des Îles Cégep de La Pocatière Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue Cégep de Lévis-Lauzon Cégep de l'Outaouais Cégep de Maisonneuve

Portefeuille ministériel	Organismes publics
	Cégep de Matane Cégep de Rimouski Cégep de Rivière-du-Loup Cégep de Rosemont Cégep de Sainte-Foy Cégep de Saint-Jérôme Cégep de Saint-Laurent Cégep de Sept-Îles Cégep de Sorel-Tracy Cégep de St-Félicien Cégep de St-Hyacinthe Cégep de Thetford Cégep de Trois-Rivières Cégep de Valleyfield Cégep de Victoriaville Cégep du Vieux Montréal Cégep Édouard Montpetit Cégep François-Xavier Garneau Cégep Gérald-Godin Cégep John Abbott Cégep Limoilou Cégep Lionel Groulx Cégep Marie-Victorin Cégep Montmorency Cégep régional de Lanaudière Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu Champlain Regional College Collège d'Alma Collège Dawson Collège Héritage Collège Shawinigan Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études Commission d'évaluation de l'enseignement collégial École de technologie supérieure École des hautes études commerciales de Montréal École nationale d'administration publique École Polytechnique de Montréal Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec Institut national de la recherche scientifique Ministère de l'Enseignement supérieur Office des professions du Québec Télé-université Université Bishop's Université Concordia Université de Montréal Université de Sherbrooke Université du Québec Université du Québec à Chicoutimi

Portefeuille ministériel	Organismes publics
	Université du Québec à Montréal Université du Québec à Rimouski Université du Québec à Trois-Rivières Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue Université du Québec en Outaouais Université Laval Université McGill Vanier College
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	Bureau d’audiences publiques sur l’environnement Ministère de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques Société québécoise de récupération et de recyclage
Famille	Curateur public Ministère de la Famille
Finances	Agence du revenu du Québec Financement-Québec Institut de la statistique du Québec Ministère des Finances Retraite Québec Société de financement des infrastructures locales du Québec Tribunal administratif des marchés financiers
Forêts, Faune et Parcs	Fondation de la faune du Québec Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs Société des établissements de plein air du Québec
Immigration, Francisation et Intégration	Ministère de l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration
Justice	Comité de la rémunération des juges Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales Commission de toponymie Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse Commission des services juridiques Conseil de la justice administrative Conseil de la magistrature Conseil supérieur de la langue française Directeur des poursuites criminelles et pénales Fonds d’aide aux actions collectives Ministère de la Justice Office de la protection du consommateur Office québécois de la langue française Société québécoise d’information juridique Tribunal administratif du Québec Tribunal des droits de la personne
Relations internationales et Francophonie	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie Office Québec-Monde pour la jeunesse

Portefeuille ministériel	Organismes publics
Santé et Services sociaux	Centrale d'appels d'urgence Chaudière-Appalaches (CAUCA) Centre d'appel d'urgence des régions de l'Est-du-Québec (CAUREQ) Centre de communication santé de la Mauricie et du Centre-du-Québec Centre de communication santé de l'Outaouais Centre de communication santé des Capitales Centre hospitalier de l'Université de Montréal Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine Centre local de services communautaires Naskapi Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James Centre universitaire de santé McGill CHU de Québec - Université Laval Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais Centre intégré de santé et de services sociaux des Îles Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrée - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James Corporation des partenaires pour les communications santé Laurentides et de Lanaudière Corporation d'urgences-santé Groupe Alerte Santé inc. Héma-Québec Institut de Cardiologie de Montréal Institut national de santé publique du Québec

Portefeuille ministériel	Organismes publics
	Institut national d'excellence en santé et en services sociaux Institut national de psychiatrie légale Philippe-Pinel Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec – Université Laval Ministère de la Santé et des Services sociaux Office des personnes handicapées du Québec Régie de l'assurance maladie du Québec Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik SigmaSanté
Sécurité publique	Bureau des coroners Bureau des enquêtes indépendantes Comité de déontologie policière Commissaire à la déontologie policière Commissaire à la lutte contre la corruption Commission de la capitale nationale du Québec Commission québécoise des libérations conditionnelles École nationale de police du Québec École nationale des pompiers du Québec Ministère de la Sécurité publique Régie des alcools, des courses et des jeux Sûreté du Québec
Tourisme	Ministère du Tourisme Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique Société du Centre des congrès de Québec Société du Palais des congrès de Montréal
Transports	Commission des transports du Québec Ministère des Transports Société de l'assurance automobile du Québec Société des Traversiers du Québec
Travail, Emploi et Solidarité sociale	Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail Commission des partenaires du marché du travail Conseil de gestion de l'assurance parentale Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris Tribunal administratif du travail

Note : Structure des organismes publics en date de l'exercice 2021 de la programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

1RP-19

Concernant le tableau de bord du Conseil du trésor portant sur les projets informatiques pour l'ensemble du gouvernement du Québec et du réseau de la Santé et de l'Éducation, fournir les données annuelles portant sur :

- a) liste des projets non-inscrits dans le Tableau de bord;
- b) liste des projets qui font l'objet d'une division ou de séparation en sous-projet en spécifiant la valeur globale du projet;
- c) coût relatif à la mise en œuvre du Tableau de bord et coût annuel pour la mise à jour.

RÉPONSE

- a) Le Tableau de bord des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec (tableau de bord) présente l'ensemble des projets qualifiés en ressources informationnelles qui sont à la phase d'exécution.
- b) La notion de sous-projets n'existe pas dans la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement ou dans les Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles.
- c) Les coûts de construction des sites Internet sont disponibles dans la réponse à la question des renseignements généraux RG-25

Quant à l'entretien et à la mise à jour du tableau de bord, ils étaient sous la responsabilité du Secrétariat du Conseil du trésor pour l'année 2021-2022.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers de l’opposition officielle

QUESTION

1RP-20

Liste de tous les projets en ressources informationnelles désignés d'intérêt gouvernemental par le Conseil du trésor. En faire la liste et les sommes investies pour chacun d'entre eux en 2021-2022.

RÉPONSE

Nom de l'organisme public	Nom du projet	Dépenses inscrites dans SIGRI ¹
		Prévues en 2021-2022 (en k\$) ²
Ministère de la Cybersécurité et du Numérique ³	Solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources (SAGIR) - Phase SGR7 - Système de paie	1 231,6
	Programme de consolidation des centres de traitement informatique et de l'optimisation du traitement et du stockage	50 634,7
	Accès bonifié aux prestations électroniques de services Entreprises et Citoyens - programme Service québécois de l'identité numérique (SQIN)	8 543,1
	Identité numérique citoyenne – programme Service québécois de l'identité numérique (SQIN)	3 903,3
Société de l'assurance automobile du Québec	Reconnaissance faciale (optimisation de la banque photo de la Société de l'assurance automobile du Québec.)	291,7

¹ SIGRI : Système intégré de gestion des ressources informationnelles.

² Données déclarées par les organismes publics au 31 octobre 2021.

³ À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1^{er} janvier 2022.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers de l’opposition officielle

QUESTION	Dans le cadre du télétravail obligatoire pour les fonctionnaires à cause de la pandémie de COVID-19, fournir le nombre de ruptures de service ou de pannes dues à des problèmes ou attaques informatiques au sein des ministères, organismes et entreprises du gouvernement. Fournir les coûts associés à la réparation des services ainsi que le temps que ceux-ci ont pris pour redevenir fonctionnels.
-----------------	---

1RP-21

RÉPONSE

Suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION	Coûts engendrés par les attaques informatiques externes auprès des différents ministères, organismes et entreprises du gouvernement. En faire la liste avec la date pour chacune des attaques. Aussi fournir les sommes allouées à des fins de prévention et de mise à niveau de la sécurité des différents systèmes informatiques.
1RP-22	

RÉPONSE

Suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers de l’opposition officielle

QUESTION

1RP-23

Liste des sommes allouées et des contrats dans le cadre de la mise sur pied de l’identité numérique pour les Québécois en fournissant le nom de l’entreprise récipiendaire des sommes ou du contrat ainsi que la valeur de ceux-ci.

RÉPONSE

La liste des contrats octroyés peut être consultée dans la réponse à la question 06 des demandes de renseignements généraux.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION Nombre de nouveaux ETC relié à l'informatique à Infrastructures technologiques Québec (ITQ) par catégorie (105 et 108).

1RP-24

RÉPONSE

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1^{er} janvier 2022.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

1RP-25

Liste de projets informatiques en cours à l'ITQ par projet en détaillant les phases passées et à venir :

a) Spécifier les coûts engagés et à venir pour chacun des projets ainsi que les projets ayant un retard.

RÉPONSE

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1^{er} janvier 2022.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers de l’opposition officielle

QUESTION

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du ministère de la Cybersécurité depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

1RP-26

RÉPONSE

Pour l’année 2021-2022, 102 organismes ont eu recours aux services du ministère de la Cybersécurité et du Numérique dont :

Ministères et organismes budgétaires (47)

- Bureau d’audiences publiques sur l’environnement
- Bureau du coroner
- Centre d’acquisitions gouvernementales
- Commissaire à l’éthique et à la déontologie
- Commissaire à la déontologie policière
- Commissaire au lobbying du Québec
- Commission d’accès à l’information
- Commission de la fonction publique
- Commission de protection du territoire agricole du Québec
- Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
- Commission des transports du Québec
- Commission municipale du Québec
- Conseil du statut de la femme
- Conseil supérieur de la langue française
- Curateur public du Québec
- Directeur des poursuites criminelles et pénales
- Élections Québec
- Ministère de la Culture et des Communications
- Ministère de la Famille
- Ministère de la Justice
- Ministère de la Santé et des Services sociaux
- Ministère de la Sécurité publique
- Ministère de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation
- Ministère de l’Économie et de l’Innovation
- Ministère de l’Éducation
- Ministère de l’Enseignement supérieur
- Ministère de l’Énergie et des Ressources naturelles
- Ministère de l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration
- Ministère des Affaires municipales et de l’Habitation
- Ministère des Finances
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
- Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
- Ministère des Transports
- Ministère du Conseil exécutif
- Ministère de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
- Ministère du Tourisme
- Ministère du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale
- Office de la protection du consommateur
- Office des personnes handicapées du Québec

- Office québécois de la langue française
- Protecteur du citoyen
- Régie des alcools, des courses et des jeux
- Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
- Secrétariat du Conseil du trésor
- Sûreté du Québec
- Tribunal administratif du logement
- Vérificateur général du Québec

Organismes non budgétaires (53)

- Agence du revenu du Québec
- Autorité des marchés financiers
- Autorité des marchés publics
- Bibliothèque et Archives nationales du Québec
- Commission de la capitale nationale du Québec
- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
- Commission des services juridiques
- Conseil Cris-Québec sur la foresterie
- Conseil de gestion de l'assurance parentale
- Conseil de gestion du Fonds vert
- Conseil des arts et des lettres du Québec
- Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec
- Corporation d'urgences-santé
- École nationale de police du Québec
- École nationale des pompiers du Québec
- Fondation de la Faune du Québec
- Fonds d'aide aux actions collectives
- Fonds de recherche du Québec
- Héma-Québec
- Institut de la statistique du Québec
- Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
- Institut national d'excellence en santé et en services sociaux
- Institut national de santé publique du Québec
- Institut national des mines
- La Financière agricole du Québec
- Musée d'art contemporain de Montréal
- Musée de la civilisation
- Musée national des beaux-arts du Québec
- Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
- Office des professions du Québec
- Office Québec-Monde pour la jeunesse
- Régie de l'énergie
- Régie de l'assurance maladie du Québec
- Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
- Société de développement de la Baie-James
- Société de développement des entreprises culturelles
- Société de l'assurance automobile du Québec
- Société de la Place des Arts de Montréal
- Société de télédiffusion du Québec (Télé-Québec)
- Société des établissements de plein air du Québec
- Société des Traversiers du Québec
- Société d'habitation du Québec
- Société du Centre des congrès de Québec
- Société du Grand Théâtre de Québec
- Société du Palais des congrès de Montréal

- Société du Plan Nord
- Société québécoise d'information juridique
- Société québécoise de récupération et de recyclage
- Société québécoise des infrastructures
- Transition énergétique Québec
- Tribunal administratif des marchés financiers
- Tribunal administratif du Québec
- Tribunal administratif du travail

Organismes autres (2)

- Assemblée nationale du Québec
- Retraite Québec

Précision

- Le nombre de ministères et d'organismes inclut des organismes mentionnés aux annexes 1 et 2 de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001) (organismes budgétaires et organismes autres que budgétaires), ainsi que des ministères.
- Les clients du réseau de la santé et des services sociaux, du réseau de l'éducation et du réseau de l'enseignement supérieur, les entreprises du gouvernement, les municipalités régionales de comté (MRC) ainsi que les municipalités ne se retrouvent pas dans ce nombre.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION Sommes investies et état d'avancement du projet de regroupement des Centres de traitement informatique (CTI).

1RP-27

RÉPONSE

Pour consulter les informations relatives aux sommes investies et à l'état d'avancement du projet, veuillez consulter le Tableau de bord des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec en utilisant le lien suivant :

[Projets- Tableau de bord des projets de l'administration publique \(gouv.qc.ca\)](https://projets.gouv.qc.ca)

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

1RP-28

Toute correspondance entre le ministère et/ou le cabinet du ministre avec l'Union des municipalités du Québec, la Fédération québécoise des municipalités ou toute ville ou municipalité au sujet de la protection des systèmes informatiques des villes contre le piratage informatique.

RÉPONSE

Suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION Estimation des coûts pour l'implantation et la gestion du guichet unique d'accès aux services de garde éducatifs à l'enfance.

1RP-29

RÉPONSE

Cette demande semble non pertinente à l'étude des crédits pour le ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

QUESTION

1RP36-SCT

Toute somme en lien avec des travaux, études, analyses et recherches, réalisés pour et par le Conseil du trésor concernant l'utilisation du logiciel libre, ainsi que leur date de commande et de production.

RÉPONSE

Voir la réponse proposée à la demande de renseignements particuliers numéro 13 que l'opposition officielle a transmis au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

QUESTION

1RP37-SCT

Toute somme en lien avec des travaux, études, analyses et recherches, réalisés pour et par le Conseil du trésor sur l'informatique en 2021-2022. Spécifier lorsque ceux-ci ont été fait à l'interne et le cas échéant fournir le nombre d'ETC nécessaire et la période pour l'accomplissement de ceux-ci. Si fait à l'externe, fournir les détails du contrat.

RÉPONSE

Voir la réponse proposée à la demande de renseignements particuliers numéro 14 que l'opposition officielle a transmis au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

QUESTION

1RP38-SCT

Nom et salaire de chacun des dirigeants de l'information et des dirigeants sectoriels de l'information en indiquant la date d'entrée en fonction et le nom de l'organisme ou du ministère qu'ils relèvent.

RÉPONSE

Voir la réponse proposée à la demande de renseignements particuliers numéro 15 que l'opposition officielle a transmis au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

QUESTION

1RP39-SCT

Coûts associés à des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établies en 2021-2022. En fournir la liste et la date de parution.

RÉPONSE

Voir la réponse proposée à la demande de renseignements particuliers numéro 16 que l'opposition officielle a transmis au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

QUESTION

1RP40-SCT

Liste des projets en ressources informationnelles autorisés en 2021-2022 par le Conseil du trésor en vertu de l'article 15 de la loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

RÉPONSE

Voir la réponse proposée à la demande de renseignements particuliers numéro 17 que l'opposition officielle a transmis au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

QUESTION

1RP41-SCT

Liste des organismes ayant soumis en 2021-2022 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

RÉPONSE

Voir la réponse proposée à la demande de renseignements particuliers numéro 18 que l'opposition officielle a transmis au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

QUESTION

1RP42-SCT

Concernant le tableau de bord du Conseil du trésor portant sur les projets informatiques pour l'ensemble du gouvernement du Québec et du réseau de la Santé et de l'Éducation, fournir les données annuelles portant sur :

- a) liste des projets non inscrits dans le Tableau de bord;
- b) liste des projets qui font l'objet d'une division ou de séparation en sous-projet en spécifiant la valeur globale du projet;
- c) coût relatif à la mise en œuvre du Tableau de bord et coût annuel pour la mise à jour.

RÉPONSE

Voir la réponse proposée à la demande de renseignements particuliers numéro 19 que l'opposition officielle a transmis au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

QUESTION

Total des dépenses en ressources informationnelles des ministères et organismes en 2021-2022, en spécifiant :

1RP43-SCT

- a) les dépenses à l'interne et à l'externe incluses dans les dépenses de fonctionnement;
- b) les dépenses à l'interne et à l'externe qui ont été capitalisées.
- c) Ventilation par année et par ministère ou organisme.

RÉPONSE

Les données concernant les investissements et les dépenses réels des organismes publics sont transmises au ministère de la Cybersécurité et du Numérique dans le cadre de la programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles le 30 juin.

En 2021-2022, les investissements et les dépenses probables des organismes publics sont de 4 601 542,5 k\$, tels que déclarés au Plan annuel des investissements et des dépenses en ressources informationnelles (Volume 5 du Budget de dépenses 2022-2023)¹.

Voir le tableau en annexe 1 pour plus de détails.

¹ Données au 31 octobre 2021.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

1RP43-SCT_Annexe 01_ Les investissements et les dépenses probables en k\$

2021-2022								
		Investissement			Dépense			
Portefeuille	Organisme public	Interne	Externe	Total	Interne	Externe	Total	Total
Affaires municipales et Habitation	Commission municipale du Québec	125,0	-	125,0	431,4	63,2	494,6	619,6
	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	1 084,2	831,3	1 915,5	10 634,0	1 899,6	12 533,6	14 449,1
	Régie du bâtiment du Québec	1 208,0	629,3	1 837,3	5 405,7	2 197,2	7 602,9	9 440,2
	Société d'habitation du Québec	521,4	284,3	805,7	6 450,6	3 294,3	9 744,9	10 550,6
	Tribunal administratif du logement	300,0	-	300,0	1 939,3	404,1	2 343,4	2 643,4
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Commission de protection du territoire agricole du Québec	166,8	100,0	266,8	1 410,9	172,7	1 583,6	1 850,4
	La Financière agricole du Québec	1 278,7	302,5	1 581,2	9 962,9	5 585,1	15 548,0	17 129,2
	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	4 197,0	1 878,0	6 075,0	14 642,0	6 559,5	21 201,5	27 276,5
	Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	23,0	-	23,0	445,7	21,3	467,0	490,0
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	Autorité des marchés publics	1 097,2	-	1 097,2	2 845,9	279,4	3 125,3	4 222,5
	Centre d'acquisitions gouvernementales	702,8	192,8	895,6	50,0	-	50,0	945,6
	Centre de services partagés du Québec							
	Commission de la fonction publique	119,8	368,6	488,4	171,3	81,0	252,3	740,7
	Infrastructures technologiques Québec	54 475,0	22 381,8	76 856,8	195 530,8	174 078,2	369 609,0	446 465,8
Conseil exécutif	Secrétariat du Conseil du trésor	1 217,0	701,7	1 918,7	9 942,5	1 887,5	11 830,0	13 748,7
	Société québécoise des infrastructures	5 072,7	1 882,8	6 955,5	13 144,5	11 077,1	24 221,6	31 177,1
	Centre de la francophonie des Amériques	52,0	16,0	68,0	35,0	7,5	42,5	110,5
	Commission d'accès à l'information	20,1	-	20,1	736,8	77,1	813,9	834,0
	Ministère du Conseil exécutif	843,7	-	843,7	4 163,2	771,6	4 934,8	5 778,5
Culture et Communications	Bibliothèque et Archives nationales du Québec	2 379,0	1 222,8	3 601,8	5 302,5	657,5	5 960,0	9 561,8
	Conseil des arts et des lettres du Québec	450,0	-	450,0	897,4	105,1	1 002,5	1 452,5
	Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	130,0	-	130,0	1 358,0	16,6	1 374,6	1 504,6
	Ministère de la Culture et des Communications	1 270,0	1 529,9	2 799,9	3 139,5	1 059,9	4 199,4	6 999,3
	Musée d'Art contemporain de Montréal	24,5	45,6	70,1	623,5	181,7	805,2	875,3
	Musée de la Civilisation	915,0	353,9	1 268,9	1 297,4	115,1	1 412,5	2 681,4
	Musée national des beaux-arts du Québec	421,0	-	421,0	922,8	151,2	1 074,0	1 495,0
	Société de développement des entreprises culturelles	200,0	50,0	250,0	1 441,4	187,1	1 628,5	1 878,5
	Société de la Place des Arts de Montréal	200,0	30,0	230,0	767,0	80,0	847,0	1 077,0
	Société de télédiffusion du Québec	895,0	896,8	1 791,8	5 303,6	416,5	5 720,1	7 511,9
Économie et Innovation	Société du Grand Théâtre de Québec	56,1	-	56,1	35,5	192,3	227,8	283,9
	Centre de recherche industrielle du Québec							
	Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	111,0	50,0	161,0	510,5	81,5	592,0	753,0
	Fonds de recherche du Québec - Santé	71,0	50,0	121,0	531,3	83,6	614,9	735,9
	Fonds de recherche du Québec - Société et culture	60,0	50,0	110,0	583,0	88,2	671,2	781,2
Éducation	Ministère de l'Économie et de l'Innovation	625,2	223,1	848,3	7 558,7	1 680,8	9 239,5	10 087,8
	Société du parc industriel et portuaire de Bécancour							
	Centre de services scolaire De La Jonquière	1 469,8	-	1 469,8	1 057,5	-	1 057,5	2 527,3
	Centre de services scolaire Harricana	909,5	3 396,5	4 306,0	856,4	452,0	1 308,4	5 614,4
	Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys	5 465,8	-	5 465,8	10 523,7	-	10 523,7	15 989,5
	Centre de services scolaire Marie-Victorin	4 563,7	-	4 563,7	10 672,5	48,7	10 721,2	15 284,9
	Centre de services scolaire René-Lévesque	1 245,0	-	1 245,0	830,0	6,0	836,0	2 081,0
	Centre de services scolaire au Coeur-des-Vallées	1 083,0	-	1 083,0	2 113,6	115,7	2 229,3	3 312,3
	Centre de services scolaire de Charlevoix	766,0	-	766,0	765,2	344,2	1 109,4	1 875,4
	Centre de services scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup	1 573,5	60,0	1 633,5	1 283,0	1 081,4	2 364,4	3 997,9
	Centre de services scolaire de Laval	4 600,3	850,9	5 451,2	5 426,0	2 409,0	7 835,0	13 286,2
	Centre de services scolaire de Montréal	25 586,4	-	25 586,4	7 257,4	-	7 257,4	32 843,8
	Centre de services scolaire de Portneuf	1 142,2	-	1 142,2	1 395,5	114,0	1 509,5	2 651,7
	Centre de services scolaire de Rouyn-Noranda	670,4	209,2	879,6	939,0	258,0	1 197,0	2 076,6
	Centre de services scolaire de Saint-Hyacinthe	3 032,6	-	3 032,6	1 703,3	1 351,1	3 054,4	6 087,0
	Centre de services scolaire de Sorel-Tracy	1 270,5	19,0	1 289,5	1 422,0	40,0	1 462,0	2 751,5
	Centre de services scolaire de l'Estuaire	681,5	-	681,5	1 794,2	248,7	2 042,9	2 724,4
	Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois	1 036,1	-	1 036,1	1 496,9	590,0	2 086,9	3 123,0
	Centre de services scolaire de l'Énergie	1 758,0	-	1 758,0	1 443,0	-	1 443,0	3 201,0
	Centre de services scolaire de la Baie-James	1 244,9	-	1 244,9	1 161,3	1 165,8	2 327,1	3 572,0
	Centre de services scolaire de la Beauce-Etchemin	2 228,6	60,0	2 288,6	3 082,6	1 165,0	4 247,6	6 536,2
	Centre de services scolaire de la Capitale	4 859,7	187,8	5 047,5	4 974,5	829,6	5 804,1	10 851,6
	Centre de services scolaire de la Côte-du-Sud	873,0	-	873,0	1 280,9	746,0	2 026,9	2 899,9
	Centre de services scolaire de la Moyenne-Côte-Nord	81,4	-	81,4	600,6	-	600,6	682,0
	Centre de services scolaire de la Pointe-de-l'Île	3 975,1	9,0	3 984,1	3 924,3	43,4	3 967,7	7 951,8
	Centre de services scolaire de la Riveraine	1 719,0	166,3	1 885,3	1 672,9	254,7	1 927,6	3 812,9
	Centre de services scolaire de la Rivière-du-Nord	2 909,4	525,0	3 434,4	2 628,7	-	2 628,7	6 063,1
	Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke	2 626,5	90,7	2 717,2	5 773,6	529,9	6 303,5	9 020,7
	Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands	1 504,5	148,0	1 652,5	2 145,8	94,8	2 240,6	3 893,1
	Centre de services scolaire des Affluents	7 170,0	-	7 170,0	4 482,0	25,0	4 507,0	11 677,0
	Centre de services scolaire des Appalaches	734,8	168,3	903,1	-	-	-	903,1
	Centre de services scolaire des Bois-Francs	3 190,5	19,9	3 210,4	2 724,1	198,9	2 923,0	6 133,4
	Centre de services scolaire des Chic-Chocs	874,0	-	874,0	687,0	565,0	1 252,0	2 126,0
	Centre de services scolaire des Chênes	2 023,5	-	2 023,5	1 832,5	826,5	2 659,0	4 682,5
	Centre de services scolaire des Draveurs	4 884,7	-	4 884,7	3 824,0	-	3 824,0	8 708,7
	Centre de services scolaire des Découvreurs	2 210,0	-	2 210,0	3 110,8	236,7	3 347,5	5 557,5
	Centre de services scolaire des Grandes-Seigneuries	2 687,3	1 437,3	4 124,6	6 171,4	37,0	6 208,4	10 333,0
	Centre de services scolaire des Hautes-Laurentides	800,5	-	800,5	721,0	515,0	1 236,0	2 036,5
	Centre de services scolaire des Hautes-Rivières	4 127,7	-	4 127,7	4 713,6	-	4 713,6	8 841,3
	Centre de services scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	721,0	-	721,0	1 744,0	38,0	1 782,0	2 503,0
	Centre de services scolaire des Hauts-Cantons	706,9	45,0	751,9	1 650,4	261,1	1 911,5	2 663,4
	Centre de services scolaire des Laurentides	1 076,4	-	1 076,4	1 332,7	634,0	1 966,7	3 043,1
	Centre de services scolaire des Mille-Îles	5 774,4	-	5 774,4	-	-	-	5 774,4
	Centre de services scolaire des Monts-et-Marées	1 159,9	-	1 159,9	1 409,5	17,5	1 427,0	2 586,9
	Centre de services scolaire des Navigateurs	2 959,2	-	2 959,2	3 625,7	325,0	3 950,7	6 909,9
	Centre de services scolaire des Patriotes	4 124,8	100,0	4 224,8	5 202,0	20,0	5 222,0	9 446,8
	Centre de services scolaire des Phares	1 343,1	13,7	1 356,8	1 684,4	-	1 684,4	3 041,2
	Centre de services scolaire des Portages-de-l'Outaouais	2 132,0	-	2 132,0	3 383,0	-	3 383,0	5 515,0
	Centre de services scolaire des Premières-Seigneuries	4 746,2	20,0	4 766,2	143,5	90,0	233,5	4 999,7
	Centre de services scolaire des Rives-du-Saguenay	3 626,1	122,5	3 748,6	2 628,5	173,6	2 802,1	6 550,7
	Centre de services scolaire des Samares	2 863,8	95,3	2 959,1	6 115,9	266,0	6 381,9	9 341,0
	Centre de services scolaire des Sommets	2 664,6	54,0	2 718,6	2 610,9	40,0	2 650,9	5 369,5
	Centre de services scolaire des Trois-Lacs	1 657,8	5,9	1 663,7	3 606,3	155,4	3 761,7	5 425,4
	Centre de services scolaire des Îles	796,0	101,0	897,0	532,2	42,0	574,2	1 471,2
	Centre de services scolaire du Chemin-du-Roy	2 957,7	57,0	3 014,7	3 265,0	-	3 265,0	6 279,7
	Centre de services scolaire du Fer	995,4	-	995,4	801,0	439,7	1 240,7	2 236,1
	Centre de services scolaire du Fleuve-et-des-Lacs	977,4	215,6	1 193,0	862,9	336,1	1 199,0	2 392,0
	Centre de services scolaire du Lac-Abitibi	911,4	-	911,4	866,8	164,6	1 031,4	1 942,8
	Centre de services scolaire du Lac-Saint-Jean	1 503,2	-	1 503,2	1 226,2	857,4	2 083,6	3 586,8
	Centre de services scolaire du Lac-Témiscamingue	910,7	63,0	973,7	1 219,6	-	1 219,6	2 193,3
	Centre de services scolaire du Littoral	1 146,5	-	1 146,5	1 064,1	71,3	1 135,4	2 281,9
	Centre de services scolaire du Pays-des-Bleuets	1 548,5	15,0	1 563,5	1 350,2	848,5	2 198,7	3 762,2
	Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs	1 710,7	22,5	1 733,2	3 022,4	1 043,9	4 066,3	5 799,5
	Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal				571,2	20,0	591,2	591,2
	Commission scolaire Central Québec	718,7	7,5	726,2	577,8	504,6	1 082,4	1 808,6
	Commission scolaire Eastern Shores	30,0	-	30,0	599,9	4,0	603,9	633,9
	Commission scolaire Eastern Townships	838,0	46,0	884,0	863,0	5,0	868,0	1 752,0
	Commission scolaire English-Montréal	2 990,7	175,0	3 165,7	7 162,4	-	7 162,4	10 328,1
	Commission scolaire Kativik	204,1	-	204,1	-	-	-	204,1
	Commission scolaire Lester-B.-Pearson	2 879,6	-	2 879,6	3 823,0	1 100,0	4 923,0	7 802,6

		Investissement			Dépense			
Portefeuille	Organisme public	Interne	Externe	Total	Interne	Externe	Total	Total
Affaires	Commission municipale du Québec	125,0	-	125,0	431,4	63,2	494,6	619,6
	Commission scolaire New Frontiers	934,4		934,4	1 119,0		1 119,0	2 053,4
	Commission scolaire Riverside	2 057,0		2 057,0	2 253,0		2 253,0	4 310,0
	Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier	2 025,0		2 025,0	2 430,8	46,0	2 476,8	4 501,8
	Commission scolaire Western Québec	1 071,6		1 071,6	2 141,3	-	2 141,3	3 212,9
	Conseil du statut de la femme	20,3		20,3	284,1	132,6	416,7	437,0
	Conseil supérieur de l'éducation	20,0		20,0	159,0		159,0	179,0
	Institut national des mines	2,5		2,5	70,9		70,9	73,4
	Ministère de l'Éducation	4 639,8	7 478,8	12 118,6	15 699,6	9 189,7	24 889,3	37 007,9
Énergie et Ressources naturelles	Réseau de l'éducation							
	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles	2 020,6	1 541,1	3 561,7	26 719,2	15 363,7	42 082,9	45 644,6
	Régie de l'énergie	193,0	-	193,0	803,0	60,0	863,0	1 056,0
	Société de développement de la Baie James	246,0	-	246,0	107,4	80,0	187,4	433,4
	Société du Plan Nord	4,9	30,0	34,9	451,8	205,3	657,1	692,0
Enseignement supérieur	Transition énergétique Québec							
	Champlain Regional College	1 354,0	91,0	1 445,0	2 938,6	25,3	2 963,9	4 408,9
	Collège Dawson	1 976,0	-	1 976,0	4 201,5	-	4 201,5	6 177,5
	Collège Héritage	220,6	-	220,6	1 225,2	300,0	1 525,2	1 745,8
	Collège Shawinigan	381,5	-	381,5	916,7	26,4	943,1	1 324,6
	Collège d'Alma	597,5	-	597,5	782,2	-	782,2	1 379,7
	Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	9,0	-	9,0	178,0	31,7	209,7	218,7
	Cégep André-Laurendeau	742,2	20,0	762,2	1 600,5	25,0	1 625,5	2 387,7
	Cégep Beauce-Appalaches	627,5	-	627,5	886,6	536,1	1 422,7	2 050,2
	Cégep François-Xavier Garneau	1 632,1	-	1 632,1	3 040,9	769,7	3 810,6	5 442,7
	Cégep Gérald-Godin	466,8	-	466,8	921,8	88,3	1 010,1	1 476,9
	Cégep John Abbott	1 603,2	206,4	1 809,6	3 095,5	1 005,4	4 100,9	5 910,5
	Cégep Limoulu	3 306,0	-	3 306,0	4 015,4	-	4 015,4	7 321,4
	Cégep Lionel-Groulx	1 333,0	-	1 333,0	1 824,6	-	1 824,6	3 157,6
	Cégep Marie-Victorin	1 528,6	3,3	1 531,9	1 513,3	781,3	2 294,6	3 826,5
	Cégep Montmorency	2 145,1	145,8	2 290,9	185,4	-	185,4	2 476,3
	Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu	1 249,7	158,4	1 408,1	1 710,8	188,1	1 898,9	3 307,0
	Cégep d'Auntsic	1 945,2	-	1 945,2	4 119,3	-	4 119,3	6 064,5
	Cégep de Baie-Comeau	638,8	-	638,8	737,4	221,2	958,6	1 597,4
	Cégep de Bois-de-Boulogne	1 723,6	107,5	1 831,1	1 568,6	408,6	1 977,2	3 808,3
	Cégep de Chicoutimi	2 143,3	-	2 143,3	262,4		262,4	2 405,7
	Cégep de Drummondville	814,1	-	814,1	1 245,7	13,0	1 258,7	2 072,8
	Cégep de Granby	717,4	-	717,4	1 358,0	363,0	1 721,0	2 438,4
	Cégep de Jonquiére	2 622,4	-	2 622,4	1 751,5	60,0	1 811,5	4 433,9
	Cégep de La Pocatière	104,5	-	104,5	400,1	5,0	405,1	509,6
	Cégep de Lévis-Lauzon	1 640,3	120,0	1 760,3	778,7	-	778,7	2 539,0
	Cégep de Maisonneuve	2 393,0	259,8	2 652,8	2 142,6	186,1	2 328,7	4 981,5
	Cégep de Matane	446,2	-	446,2	796,9	328,5	1 125,4	1 571,6
	Cégep de Rimouski	1 364,4	70,9	1 435,3	1 989,4	-	1 989,4	3 424,7
	Cégep de Rivière-du-Loup	488,6	35,0	523,6	1 328,4	5,0	1 333,4	1 857,0
	Cégep de Rosemont	971,0	-	971,0	3 085,9	-	3 085,9	4 056,9
	Cégep de Saint-Jérôme	760,0	-	760,0	1 554,9	594,3	2 149,2	2 909,2
	Cégep de Saint-Laurent	1 791,4	716,3	2 507,7	2 496,5	200,0	2 696,5	5 204,2
	Cégep de Sainte-Foy	1 737,5	302,0	2 039,5	2 582,3	507,6	3 089,9	5 129,4
	Cégep de Sept-Îles	666,3	12,0	678,3	1 068,8	25,0	1 093,8	1 772,1
	Cégep de Sherbrooke							
	Cégep de Sorel-Tracy	226,3	-	226,3	789,1	20,0	809,1	1 035,4
	Cégep de Saint-Félicien	514,0	-	514,0	1 161,4	30,0	1 191,4	1 705,4
	Cégep de Saint-Hyacinthe	797,5	43,0	840,5	1 352,2	528,7	1 880,9	2 721,4
	Cégep de Thetford	381,6	-	381,6	406,0	443,8	849,8	1 231,4
	Cégep de Trois-Rivières	2 547,1	-	2 547,1	1 787,5	-	1 787,5	4 334,6
	Cégep de Valleyfield	1 292,0	-	1 292,0	1 540,8	109,1	1 649,9	2 941,9
	Cégep de Victoriaville	309,4	-	309,4	839,4	109,3	948,7	1 258,1
	Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue	833,5	-	833,5	1 535,8	-	1 535,8	2 369,3
	Cégep de l'Outaouais	3 557,0	-	3 557,0	2 045,2	25,0	2 070,2	5 627,2
	Cégep de la Gaspésie et des Îles	758,2	-	758,2	1 267,9	1,6	1 269,5	2 027,7
	Cégep du Vieux Montréal	2 942,3	-	2 942,3	3 286,6	88,7	3 375,3	6 317,6
	Cégep régional de Lanaudière	1 670,0	-	1 670,0	2 599,9	87,2	2 687,1	4 357,1
	Cégep Édouard Montpetit	6 017,8	-	6 017,8	3 724,9	-	3 724,9	9 742,7
	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	345,0	20,0	365,0	761,4	424,9	1 186,3	1 551,3
	Institut national de la recherche scientifique	356,3	172,3	528,6	2 741,5	304,8	3 046,3	3 574,9
	Ministère de l'Enseignement supérieur	1 142,9	1 487,2	2 630,1	4 647,1	1 301,1	5 948,2	8 578,3
	Office des professions du Québec	90,0	-	90,0	690,0	45,0	735,0	825,0
	Télé-université	319,6	38,0	357,6	6 241,5	60,1	6 301,6	6 659,2
	Université Bishop's	139,7	35,3	175,0	3 042,3	91,0	3 133,3	3 308,3
	Université Concordia	11 861,0	13 264,7	25 125,7	25 694,9	2 112,7	27 807,6	52 933,3
	Université Laval	32 255,3	3 607,4	35 862,7	46 606,7	627,2	47 233,9	83 096,6
	Université McGill	17 888,0	1 761,3	19 649,3	61 956,8	9 005,4	70 962,2	90 611,5
	Université de Montréal	5 536,0	875,4	6 411,4	43 616,9	6 105,3	49 722,2	56 133,6
	Université de Sherbrooke	8 878,7	10 107,6	18 986,3	22 421,2	773,1	23 194,3	42 180,6
	Université du Québec	916,9	549,0	1 465,9	6 536,1	955,3	7 491,4	8 957,3
	Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	195,1	30,5	225,6	2 822,2	25,5	2 847,7	3 073,3
	Université du Québec en Outaouais	606,3	58,5	664,8	5 025,9	664,7	5 690,6	6 355,4
	Université du Québec à Chicoutimi	3 489,3	68,1	3 557,4	6 883,6	191,6	7 075,2	10 632,6
	Université du Québec à Montréal	8 301,0	1 027,9	9 328,9	28 241,3	2 692,7	30 934,0	40 262,9
	Université du Québec à Rimouski	663,8	52,4	716,2	5 152,7	186,1	5 338,8	6 055,0
	Université du Québec à Trois-Rivières	1 615,9	117,0	1 732,9	9 374,7	108,9	9 483,6	11 216,5
	Vanier College	2 561,3	-	2 561,3	2 483,1	45,0	2 528,1	5 089,4
	École Polytechnique de Montréal	1 891,9	836,1	2 728,0	9 544,5	481,6	10 026,1	12 754,1
	École de technologie supérieure	4 216,8	98,1	4 314,9	16 286,9	477,1	16 764,0	21 078,9
	École des hautes études commerciales de Montréal	1 385,5	454,0	1 839,5	11 875,6	2 707,4	14 583,0	16 422,5
	École nationale d'administration publique	129,5	69,1	198,6	2 082,4	503,6	2 586,0	2 781,6
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	107,3	-	107,3	355,0	226,0	581,0	688,3
	Conseil de gestion du Fonds vert							
	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	2 825,8	8 197,9	11 023,7	15 626,1	7 946,2	23 572,3	34 596,0
Famille	Société québécoise de récupération et de recyclage	170,0	-	170,0	1 626,2	326,0	1 952,2	2 122,2
	Curateur public	4 429,0	4 861,6	9 290,6	11 421,0	9 146,6	20 567,6	29 858,2
Finances	Ministère de la Famille	1 076,8	2 279,7	3 356,5	9 041,9	3 235,0	12 276,9	15 633,4
	Agence du revenu du Québec	59 905,3	25 629,9	85 535,2	137 201,8	61 537,5	198 739,3	284 274,5
	Institut de la statistique du Québec	4 213,0	500,0	4 713,0	8 781,4	991,5	9 772,9	14 485,9
	Ministère des Finances	815,8	9,9	825,7	7 224,8	4 618,4	11 843,2	12 668,9
	Retraite Québec	17 626,9	6 852,6	24 479,5	51 177,3	17 399,8	68 577,1	93 056,6
	Tribunal administratif des marchés financiers	10,0	-	10,0	498,3	919,8	1 418,1	1 428,1
Forêts, Faune et Parcs	Fondation de la faune du Québec	15,0	-	15,0	212,7	63,8	276,5	291,5
	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	2 218,1	1 010,1	3 228,2	23 545,5	8 214,9	31 760,4	34 988,6
	Société des établissements de plein air du Québec	7 604,8	77,3	7 682,1	8 041,5	622,4	8 663,9	16 346,0
Immigration, Francisation et Intégration	Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration	2 823,1	7 510,6	10 333,7	20 359,3	15 616,7	35 976,0	46 309,7
Justice	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	357,5	-	357,5	1 088,8	191,9	1 280,7	1 638,2
	Commission des services juridiques	1 771,0	111,9	1 882,9	2 145,0	350,4	2 495,4	4 378,3
	Conseil supérieur de la langue française	8,5	-	8,5	33,0	4,0	37,0	45,5
	Directeur des poursuites criminelles et pénales	4 797,1	-	4 797,1	8 931,0	1 516,4	10 447,4	15 244,5
	Fonds d'aide aux actions collectives							
	Ministère de la Justice	13 021,6	16 047,2	29 068,8	64 523,1	28 278,4	92 801,5	121 870,3
	Office de la protection du consommateur	355,3	73,7	429,0	1 524,3	362,4	1 886,7	2 315,7
	Office québécois de la langue française	362,2	62,8	425,0	2 862,0	618,1	3 480,1	3 905,1
Relations internationales et Francophonie	Société québécoise d'information juridique	1 413,6	700,0	2 113,6	6 773,8	1 582,7	8 356,5	10 470,1
	Tribunal administratif du Québec	1 017,6	631,2	1 648,8	3 362,0	2 808,6	6 170,6	7 819,4
	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie	324,0	150,0	474,0	3 416,3	541,9	3 958,2	4 432,2
	Office Québec-Monde pour la jeunesse	30,0	-	30,0	495,3	134,2	629,5	659,5
	CHU de Québec - Université Laval	19 730,4	1 031,5	20 761,9	34 982,6	-	34 982,6	55 747,5
	Centrale d'appels d'urgence Chaudière-Appalaches (CAUCA)	-	-	-	270,6	263,4	534,0	534,0
	Centre d'appel d'urgence des régions de l'Est du Québec (CAUREQ)	-	-	-	1 429,5	195,8	1 625,3	1 625,3
	Centre de communication santé de l'Outaouais	-	-	-	314,6	-	314,6	314,6

		Investissement			Dépense			
Portefeuille	Organisme public	Interne	Externe	Total	Interne	Externe	Total	Total
Santé et Services sociaux	Commission municipale du Québec	125,0	-	125,0	431,4	63,2	494,6	619,6
	Centre de communication santé de la Mauricie et du Centre-du-Québec	-	-	-	573,0	-	573,0	573,0
	Centre de communication santé des Capitales	-	-	-	7,2	-	7,2	7,2
	Centre hospitalier de l'Université de Montréal	12 581,3	3 277,9	15 859,2	30 890,7	1 139,2	32 029,9	47 889,1
	Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine	19 817,0	2 976,5	22 793,5	80,0	-	80,0	22 873,5
	Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches	10 154,6	131,8	10 286,4	15 536,3	10 456,9	25 993,2	36 279,6
	Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière	4 666,3	1 546,8	6 213,1	31 380,7	812,7	32 193,4	38 406,5
	Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval	3 580,9	1 316,2	4 897,1	13 064,9	247,9	13 312,8	18 209,9
	Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue	3 402,3	90,0	3 492,3	3 852,2	1 202,6	5 054,8	8 547,1
	Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais	3 184,7	330,8	3 515,5	18 357,8	544,6	18 902,4	22 417,9
	Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord	961,4	569,1	1 530,5	6 876,6	4 147,2	11 023,8	12 554,3
	Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie	1 140,0	133,6	1 273,6	6 422,2	5,0	6 427,2	7 700,8
	Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre	26 407,0	5 027,7	31 434,7	38 725,9	7 564,3	46 290,2	77 724,9
	Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est	-	-	-	9 539,0	-	9 539,0	9 539,0
	Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest	-	-	-	5 612,0	-	5 612,0	5 612,0
	Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides	6 161,3	2 118,4	8 279,7	16 658,5	813,9	17 472,4	25 752,1
	Centre intégré de santé et de services sociaux des Îles	-	-	-	276,6	-	276,6	276,6
	Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent	10 170,5	578,9	10 749,4	24 559,7	918,5	25 478,2	36 227,6
	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	11 656,6	1 497,0	13 153,6	15 508,6	1 626,3	17 134,9	30 288,5
	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	8 849,8	3 738,0	12 587,8	30 021,8	7,5	30 029,3	42 617,1
	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	2 901,1	2 905,6	5 806,7	14 543,4	41,2	14 584,6	20 391,3
	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale	7 685,6	3 892,5	11 578,1	34 018,2	788,3	34 806,5	46 384,6
	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	13 879,7	661,4	14 541,1	38 622,4	680,8	39 303,2	53 844,3
	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	3 038,8	264,2	3 303,0	13 977,7	-	13 977,7	17 280,7
	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	16 125,8	1 835,8	17 961,6	36 359,0	23 171,7	59 530,7	77 492,3
	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal	5 482,7	809,4	6 292,1	9 996,4	2 119,1	12 115,5	18 407,6
	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean	11 187,2	558,3	11 745,5	20 069,4	2 148,1	22 217,5	33 963,0
	Centre local de services communautaires Naskapi	163,5	44,2	207,7	357,0	186,8	543,8	751,5
	Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James	489,7	18,6	508,3	2 896,6	-	2 896,6	3 404,9
	Centre universitaire de santé McGill	6 986,5	407,0	7 393,5	30 406,9	71,0	30 477,9	37 871,4
	Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James	6 677,0	57,0	6 734,0	7 865,3	1 917,2	9 782,5	16 516,5
	Corporation d'urgences-santé	3 646,3	213,4	3 859,7	8 129,0	537,4	8 666,4	12 526,1
	Corporation des partenaires pour les communications santé Laurentides et de Lanaudière	-	-	-	2,3	-	2,3	2,3
	Groupe Alerte Santé inc.							
	Groupe d'approvisionnement en commun de l'Est du Québec							
	Groupe d'approvisionnement en commun de l'Ouest du Québec							
	Héma-Québec	2 796,3	2 418,8	5 215,1	14 748,9	3 637,7	18 386,6	23 601,7
	Institut de Cardiologie de Montréal	8 932,5	130,0	9 062,5	5 456,1	-	5 456,1	14 518,6
	Institut national d'excellence en santé et en services sociaux	143,0	-	143,0	640,2	127,3	767,5	910,5
	Institut national de psychiatrie légale Philippe-Pinel	190,4	293,7	484,1	2 350,5	-	2 350,5	2 834,6
	Institut national de santé publique du Québec	873,0	-	873,0	11 682,4	1 991,7	13 674,1	14 547,1
	Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec - Université Laval	-	-	-	1 700,0	-	1 700,0	1 700,0
	Ministère de la Santé et des Services sociaux	82 974,0	16 813,2	99 787,2	244 444,8	37 729,8	282 174,6	381 961,8
	Office des personnes handicapées du Québec	55,0	-	55,0	3 151,0	10,0	3 161,0	3 216,0
	Régie de l'assurance maladie du Québec	8 198,7	4 166,5	12 365,2	52 142,3	21 446,7	73 589,0	85 954,2
	Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik	212,4	-	212,4	2 509,2	720,6	3 229,8	3 442,2
	SigmaSanté	-	-	-	806,8	3 742,0	4 548,8	4 548,8
Sécurité publique	Commission de la capitale nationale du Québec	111,5	-	111,5	136,3	100,7	237,0	348,5
	Ministère de la Sécurité publique	6 577,5	1 356,5	7 934,0	17 448,9	1 054,1	18 503,0	26 437,0
	Régie des alcools, des courses et des jeux	2 149,0	126,0	2 275,0	639,4	116,5	755,9	3 030,9
	Sûreté du Québec	3 818,5	527,4	4 345,9	80 189,5	20 994,1	101 183,6	105 529,5
	Ecole nationale de police du Québec	375,0	-	375,0	1 603,8	705,9	2 309,7	2 684,7
	Ecole nationale des pompiers du Québec	8,0	-	8,0	-	-	-	8,0
Tourisme	Ministère du Tourisme	75,0	-	75,0	3 299,7	1 522,4	4 822,1	4 897,1
	Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique	2 665,9	665,2	3 331,1	1 292,5	759,0	2 051,5	5 382,6
	Société du Centre des congrès de Québec	146,4	-	146,4	647,8	48,9	696,7	843,1
	Société du Palais des congrès de Montréal	848,5	-	848,5	1 806,5	-	1 806,5	2 655,0
Transports	Commission des transports du Québec	306,4	-	306,4	1 837,1	33,0	1 870,1	2 176,5
	Ministère des Transports	17 631,1	13 924,1	31 555,2	47 751,4	28 556,7	76 308,1	107 863,3
	Société de l'assurance automobile du Québec	30 140,8	53 963,4	84 104,2	90 893,9	34 226,3	125 120,2	209 224,4
	Société des traversiers du Québec	730,1	100,0	830,1	2 682,2	639,4	3 321,6	4 151,7
Travail, Emploi et Solidarité sociale	Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	11 714,6	14 954,9	26 669,5	64 485,8	23 154,1	87 639,9	114 309,4
	Commission des partenaires du marché du travail					28,6	28,6	28,6
	Conseil de gestion de l'assurance parentale	2 135,0	-	2 135,0	77,0	18,2	95,2	2 230,2
	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	9 483,2	6 665,0	16 148,2	91 998,6	9 230,6	101 229,2	117 377,4
	Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	75,0	-	75,0	156,2	56,7	212,9	287,9
	Tribunal administratif du travail	760,0	-	760,0	4 705,7	405,0	5 110,7	5 870,7
Total		968 728,9	315 492,0	1 284 220,9	2 598 995,9	718 325,7	3 317 321,6	4 601 542,5

1À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec, le Centre de services partagés du Québec a été dissous le 1^{er} septembre 2020. Il est à noter qu'à la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1^{er} janvier 2022.

2Le ministère de l'Enseignement supérieur a débuté ses opérations au cours de l'exercice financier 2020-2021, à la suite de sa scission avec le ministère de l'Éducation résultant des décrets n°653 2020 et n°654-2020 (22 juin 2020).

Note : Données et structure des organismes publics en date de l'exercice 2021 de la programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles, sans redressement pour les scissions, fusions et transferts. Les données relatives aux organismes publics abolis sont incluses pour les exercices financiers où ils étaient en activité.

Source : Système intégré de gestion des ressources informationnelles

Données à la date de retransmission au 31 octobre 2021

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

QUESTION

1RP53-SCT

Liste de tous les projets en ressources informationnelles désignés d'intérêt gouvernemental par le Conseil du trésor. En faire la liste et les sommes investies pour chacun d'entre eux en 2021-2022.

RÉPONSE

Voir la réponse proposée à la demande de renseignements particuliers numéro 20 que l'opposition officielle a transmis au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

QUESTION

1RP57-SCT

Dans le cadre du télétravail obligatoire pour les fonctionnaires à cause de la pandémie de COVID-19, fournir le nombre de ruptures de service ou de pannes, dues à des problèmes ou attaques informatiques au sein des ministères, organismes et entreprises du gouvernement. Fournir les coûts associés à la réparation des services ainsi que le temps que celles-ci ont pris pour redevenir fonctionnelle.

RÉPONSE

Voir la réponse proposée à la demande de renseignements particuliers numéro 21 que l'opposition officielle a transmis au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

QUESTION

1RP58-SCT

Coûts engendrés par les attaques informatiques externes auprès des différents ministères, organismes et entreprises du gouvernement. En faire la liste avec la date pour chacune des attaques. Aussi fournir les sommes allouées à des fins de prévention et de mise à niveau de la sécurité des différents systèmes informatiques.

RÉPONSE

Voir la réponse proposée à la demande de renseignements particuliers numéro 22 que l'opposition officielle a transmis au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

QUESTION

1RP59-SCT

Liste des sommes allouées et des contrats dans le cadre de la mise sur pied de l'identité numérique pour les Québécois en fournissant le nom de l'entreprise récipiendaire des sommes ou du contrat ainsi que la valeur de ceux-ci.

RÉPONSE

Voir la réponse proposée à la demande de renseignements particuliers numéro 23 que l'opposition officielle a transmis au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par l’opposition officielle

QUESTION

1RP60-SCT

Liste des sommes allouées et des contrats octroyés dans le cadre de l’hébergement des données gouvernementales dans des serveurs privés.

Fournir la liste des récipiendaires de sommes et de contrats en spécifiant le nom de l’entreprise et l’endroit de son siège social.

RÉPONSE

La liste des contrats octroyés peut être consultée dans la réponse à la question 6 des demandes de renseignements généraux de l’opposition.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

QUESTION

1RP62-SCT

Liste des sommes allouées et des contrats dans le cadre de la mise sur pied de l'identité numérique pour les Québécois en fournissant le nom de l'entreprise récipiendaire des sommes ou du contrat ainsi que la valeur de ceux-ci.

RÉPONSE

Voir la réponse proposée à la demande de renseignements particuliers numéro 24 que l'opposition officielle a transmis au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

QUESTION

Liste de projets informatiques en cours à l'ITQ par projet en détaillant les phases passées et à venir :

1RP65-SCT

- a) spécifier les coûts engagés et à venir pour chacun des projets ainsi que les projets ayant un retard.

RÉPONSE

Voir la réponse proposée à la demande de renseignements particuliers numéro 25 que l'opposition officielle a transmis au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par l’opposition officielle

QUESTION

1RP68-SCT

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d’acquisition gouvernemental (CAG) et de l’ITQ depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

RÉPONSE

Voir la réponse proposée à la demande de renseignements particuliers numéro 26 que l’opposition officielle a transmis au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers requis par l’opposition officielle

QUESTION

1RP69-SCT

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours au service de virtualisation de postes de développement et coût mensuel pour le service.

RÉPONSE

Ministère ou organisme	Coût mensuel
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	2 737,27 \$
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	90 866,13 \$
Ministère de la Famille	14 057,29 \$
Régie du bâtiment du Québec	16 269,13 \$
Ministère des Transports (Fonds aérien)	115 \$
Secrétariat du Conseil du trésor	142,50 \$
Autorité des marchés publics	698,94 \$
Agence du revenu du Québec	804,66 \$
Centre d'acquisitions gouvernementales	2 123,34 \$
Ministère de l'Éducation (Secrétariat à la condition féminine)	16,67 \$

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

QUESTION

1RP70-SCT

État d'avancement du projet de Réseau gouvernemental de télécommunication (RGT), ainsi que toutes les sommes investies pour son implantation en 2021-2022.

RÉPONSE

Pour consulter les informations relatives aux sommes investies et à l'état d'avancement du projet, veuillez consulter le Tableau de bord des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec en utilisant le lien suivant :

[Projets- Tableau de bord des projets de l'administration publique \(gouv.qc.ca\)](https://projets.gouv.qc.ca).

Date :

Responsable:

Collaboration :

Validation BSMSG :

Le 7 avril 2022

SMAITSC— Sous-ministériat associé aux infrastructures, à la télécommunication et aux services communs

Sans objet

Dominique Cormier

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

QUESTION

1RP71-SCT

Toute note, étude ou analyse concernant le regroupement des Centres de traitement informatique notamment l'étude comparative des coûts pour faire appel à l'infonuagique privée vs développer le service à l'interne au gouvernement.

RÉPONSE

Pour la période concernée, aucune nouvelle note, étude ou analyse concernant le regroupement des centres de traitement informatique n'a été effectuée.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

QUESTION

Sommes investies et état d'avancement du projet de regroupement des Centres de traitement informatique (CTI).

1RP72-SCT

RÉPONSE

Voir la réponse proposée à la demande de renseignements particuliers numéro 27 que l'opposition officielle a transmis au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

QUESTION

1RP74-SCT

Liste des services partagés obligatoires pour

(i) les ministères et organismes publics et

(ii) les réseaux de l'éducation et de la santé,

ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoit rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.

RÉPONSE

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1^{er} janvier 2022.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

QUESTION

1RP76-SCT

Pour les trois dernières années, les valeurs et nombres de contrats octroyés par le CAG et l'ITQ. Ventiler par type de fournisseurs et par mode d'octroi (appel d'offres public, appel d'offres sur invitation, et gré à gré).

RÉPONSE

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1^{er} janvier 2022.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

QUESTION

1RP105-SCT

Toute somme dépensée et action réalisée en 2021-2022 dans le cadre de la « Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023 ».

RÉPONSE

Voir la réponse proposée à la demande de renseignements particuliers numéro 03 que l'opposition officielle a transmis au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.